



# T2

RAPPORT TRIMESTRIEL  
TRIMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN 2004

 **Davis + Henderson**  
Fonds de revenu

## Fonds de revenu Davis + Henderson

**Le Fonds de revenu Davis + Henderson** possède 100 % des parts de Davis + Henderson

**Davis + Henderson** répond aux besoins des institutions financières canadiennes et de leurs titulaires de comptes depuis 1875. Par l'entremise de son offre de service intégrée, Davis + Henderson est le principal fournisseur canadien qui offre aux institutions financières des services d'approvisionnement en chèques et autres programmes similaires.

**Le Fonds** a comme objectif d'offrir à ses porteurs de parts des distributions mensuelles basées sur les flux de trésorerie distribuables de Davis + Henderson. Les parts du Fonds sont inscrites à la Bourse de Toronto sous le symbole « DHF.UN ».

## RAPPORT AUX PORTEURS DE PARTS

Confrères porteurs de parts :

Le Fonds de revenu Davis + Henderson a continué d'enregistrer une croissance solide de son chiffre d'affaires, de son bénéfice net et de son encaisse distribuable au cours du deuxième trimestre et du semestre terminés le 30 juin 2004, le Fonds ayant continué de tirer parti des premiers volumes obtenus aux termes d'un nouveau contrat conclu avec la filiale américaine d'une institution financière canadienne, ainsi que des efforts continus qui ont été déployés pour accroître la valeur de tous ses programmes axés sur la clientèle.

Plus précisément, Davis + Henderson a obtenu les résultats suivants au cours du deuxième trimestre :

- Un chiffre d'affaires de 68,9 millions de dollars, un bénéfice net de 12,5 millions de dollars et une encaisse distribuable de 16,0 millions de dollars.
- Une encaisse distribuable de 0,4223 \$ par part.
- Des distributions déclarées de 0,3504 \$ par part (1,40 \$ par part sur une base annualisée), soit une hausse de 3,1 % par rapport aux résultats de l'exercice précédent.

L'un des faits saillants du premier semestre de 2004 a été l'entrée en vigueur d'une entente conclue le 1<sup>er</sup> janvier 2004 entre le Fonds et RBC Centura Bank. Il s'agit d'un contrat à long terme conclu en juin 2003, et les volumes résultant de ce programme ont eu une incidence favorable sur le chiffre d'affaires du Fonds pour le trimestre et le semestre terminés le 30 juin 2004.

En outre, la croissance du chiffre d'affaires résultant des programmes d'approvisionnement en chèques et complémentaires du Fonds est demeurée solide comme prévu et témoigne du succès de l'équipe pour ce qui est d'accroître la valeur grâce à l'amélioration et au repositionnement des produits, à la transition continue des clients vers des modes de commande par téléphone et par Internet qui sont plus adéquats et efficaces et à la mise en œuvre de nouveaux programmes, tels que eSwitch. Manifestement, le Fonds a connu un trimestre assez actif, enregistrant de bons résultats dans tous ses secteurs.

De plus, le 23 juillet 2004, dans le cadre d'une assemblée extraordinaire, les porteurs de parts ont approuvé une proposition visant à modifier et à revoir la structure du Fonds selon un modèle de type sous-fiducie – société en commandité. Il s'agit d'un changement positif pour Davis + Henderson, qui se traduira par des économies d'impôt supplémentaires au cours des prochains exercices.

Alors qu'il est sur le point d'entamer le second semestre de son exercice, le Fonds est d'avis que, dans l'ensemble, il est en voie d'atteindre ses objectifs. Misant sur les excellents résultats qu'il a obtenus jusqu'à ce jour, le Fonds a l'intention d'augmenter ses dépenses en immobilisations afin de soutenir davantage ses activités liées aux centres d'appel et de rehausser certaines composantes de son infrastructure technologique.

Le Fonds est d'avis que ses stratégies visant la croissance cadrent avec l'objectif financier qu'il vise et qui consiste à accroître ses produits à hauteur de 3 % à 5 % et a versé des distributions stables et croissantes à ses porteurs de parts.

Afin d'obtenir un rapport complet en ce qui a trait aux résultats et aux perspectives du Fonds, le lecteur est prié de se reporter à son rapport de gestion et à ses états financiers consolidés.

Sincèrement,

Co-chef de la direction  
Davis + Henderson G.P. Inc.



C. Sanford McFarlane

Co-chef de la direction  
Davis + Henderson G.P. Inc.



Robert Cronin

Le 23 juillet 2004

## RAPPORT DE GESTION

Le rapport de gestion du deuxième trimestre de 2004 doit être lu à la lumière de celui contenu dans le rapport annuel du Fonds pour l'exercice terminé le 31 décembre 2003 et des états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés ci-joints. Sauf indication contraire, les facteurs économiques externes et les facteurs propres au secteur d'activité demeurent essentiellement les mêmes que ceux décrits dans ce rapport annuel.

### STRATÉGIE

Les stratégies et les objectifs financiers du Fonds de revenu Davis + Henderson (le « Fonds » ou la « société ») n'ont pas changé par rapport à ceux énoncés dans le rapport annuel de 2003. Le Fonds a toujours pour priorité de procurer aux porteurs de ses parts des distributions au comptant régulières et croissantes, et ce, grâce à trois stratégies clés, soit augmenter le bénéfice tiré du programme principal d'approvisionnement en chèques, offrir de nouveaux produits et programmes complémentaires aux institutions financières canadiennes ainsi qu'élargir ceux qui existent déjà et, enfin, fournir des services aux banques canadiennes qui font partie de sa clientèle et qui pénètrent le marché des États-Unis.

Dans le deuxième trimestre terminé le 30 juin 2004, Davis + Henderson a encore réalisé des progrès à l'égard de ces trois stratégies. Le déplacement des commandes vers les programmes *ChequeAdvisor* et *ChequeCentral* a favorisé la hausse du chiffre d'affaires et du bénéfice provenant du programme principal d'approvisionnement en chèques, de nouveaux programmes complémentaires ont été en voie d'élaboration et nous avons continué d'offrir des services aux établissements américains de l'une de nos institutions financières canadiennes clientes.

### RÉSULTATS D'EXPLOITATION DU DEUXIÈME TRIMESTRE

#### État consolidé des résultats

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par part, non vérifié)	Trimestres terminés les		Semestres terminés les	
	30 juin 2004	30 juin 2003	30 juin 2004	30 juin 2003
Chiffre d'affaires	68 864 \$	62 676 \$	137 453 \$	124 743 \$
Coût des marchandises vendues	40 914	37 683	81 991	75 098
Charges d'exploitation	8 514	6 625	16 223	13 075
Bénéfice d'exploitation	19 436	18 368	39 239	36 570
Intérêts débiteurs	1 045	1 171	2 130	2 322
Amortissement et impôts sur les bénéfices	5 846	5 162	11 646	10 385
Bénéfice net	12 545 \$	12 035 \$	25 463 \$	23 863 \$
Bénéfice net par part	0,3308 \$	0,3174 \$	0,6715 \$	0,6293 \$

Pour les trois mois terminés le 30 juin 2004, la société a inscrit un chiffre d'affaires de 68,9 millions de dollars, ce qui signifie une hausse de 6,2 millions de dollars, ou 9,9 %, par rapport à celui du deuxième trimestre de l'exercice précédent. Le fait que la société ait commencé, au premier trimestre de 2004, à livrer des produits et services aux termes du contrat à long terme d'approvisionnement en chèques conclu avec RBC Centura Bank, qui est membre de RBC Groupe Financier, a été l'un des principaux facteurs ayant favorisé la hausse du chiffre d'affaires sur douze mois. Cette hausse a également découlé de l'accroissement de la valeur des commandes reçues par suite du perfectionnement des programmes et de la poursuite du déplacement des commandes vers *ChequeAdvisor* et *ChequeCentral*, programmes qui permettent de passer des commandes par l'entremise de centres d'appels et du réseau Internet. Un volume plus élevé que prévu dans les programmes bancaires, dont celui offrant des chèques de marge de crédit, a également contribué à l'essor du chiffre d'affaires tout comme l'a fait l'accroissement des ventes des programmes complémentaires, tels les programmes de dépôt et *eSwitch*.

Pour le semestre terminé le 30 juin 2004, le chiffre d'affaires a totalisé 137,5 millions de dollars, ce qui représente une amélioration de 12,7 millions de dollars, ou 10,2 %, sur celui des six mêmes mois de l'exercice précédent. Cette progression a résulté des facteurs énoncés ci-dessus et du fait que 2004 compte un jour ouvrable supplémentaire puisqu'il s'agit d'une année bissextile.

Tel qu'il a été mentionné dans le rapport de gestion du premier trimestre de 2004, le Fonds a reclassé tous les coûts liés au service à la clientèle, les retirant des charges d'exploitation pour les inscrire dans le coût des marchandises vendues, afin de mieux refléter l'intensification des activités de réception de commandes de ce service. Tous les soldes présentés à des fins de comparaison ont été rajustés en fonction de cette nouvelle présentation. Ce reclassement n'a eu aucune incidence sur le chiffre d'affaires, le bénéfice d'exploitation ou l'encaisse distribuable.

Le bénéfice brut du trimestre s'est accru de 3,0 millions de dollars en regard de ce qu'il était un an plus tôt et a ainsi atteint 28,0 millions de dollars. La marge brute des trois mois terminés le 30 juin 2004 s'est située à 40,6 %, comparativement à 39,9 % pour le deuxième trimestre de 2003. Quant au bénéfice brut dégagé dans le premier semestre de 2004, il a progressé de 5,8 millions de dollars, ou 11,7 %, en regard de celui des six mois correspondants de l'exercice précédent, et la marge brute est passée de 39,8 % à 40,3 %. La hausse du pourcentage de marge brute est attribuable à des investissements continus dans la technologie et dans les procédés qui se sont traduits par la réalisation de nouvelles efficacités au chapitre de la production, ce qui a été contrebalancé en partie par la contraction des marges tirées du volume d'affaires en provenance des États-Unis.

Les charges d'exploitation ont augmenté de 1,9 million de dollars, ou 28,5 %, au cours du deuxième trimestre de 2004, comparativement à celles des trois mêmes mois de 2003. Du premier semestre de 2003 à celui de 2004, les charges d'exploitation se sont accrues de 3,1 millions de dollars, ou 24,1 %. Au cours du deuxième trimestre de 2004, le Fonds a inscrit des honoraires juridiques et professionnels de 0,6 million de dollars en rapport avec un projet de restructuration interne. Le 23 juillet 2004, il sera demandé aux porteurs de parts d'approuver le remplacement de la société qui fait fonction d'intermédiaire, soit D + H Holdings Corp., par une fiducie, ce qui convertira l'entreprise Davis + Henderson en une entité dotée d'une structure de sous-fiducie – société en commandite. Si cette restructuration est approuvée, les économies d'impôt qui seront réalisées dans le reste de l'exercice devraient compenser les coûts engagés pour mettre en place cette nouvelle structure.

Compte non tenu des frais associés au projet de restructuration, les charges d'exploitation ont, dans le deuxième trimestre et le premier semestre de 2004, dépassé de 1,3 million de dollars et de 2,5 millions de dollars, respectivement, celles des périodes correspondantes de 2003. Ces hausses sont attribuables à l'augmentation des frais liés à la technologie par suite du début des activités aux États-Unis, à la poursuite des activités axées sur les programmes *ChequeCentral* et *ChequeAdvisor* et à l'accroissement de la rémunération variable associée aux régimes de primes liés au rendement financier de l'entreprise. De plus, comme il en est fait mention dans la plus récente circulaire d'information déposée, la société a instauré en 2004 un régime d'achat de parts fictives destiné à sa haute direction, régime dont les coûts estimatifs sont imputés aux charges d'exploitation. La direction continue de gérer ses programmes de dépenses en fonction de la croissance des revenus et de l'objectif global du Fonds, soit accroître ses distributions.

Dans le deuxième trimestre de 2004, le bénéfice d'exploitation a augmenté de 1,1 million de dollars, ou 5,8 %, par rapport à celui de la période correspondante de l'exercice précédent et, entre le premier semestre de 2003 et les six mois correspondants de 2004, il a progressé de 2,7 millions de dollars, ou 7,3 %. En tant que pourcentage du chiffre d'affaires, le bénéfice d'exploitation est passé des 29,3 % qu'il était dans le deuxième trimestre et le premier semestre de 2003 à respectivement 28,2 % et 28,5 % dans les mêmes périodes de l'exercice suivant. Les variations de pourcentage ont découlé des facteurs décrits précédemment.

Le montant net des intérêts débiteurs a fléchi, passant de 1,2 million de dollars pour le trimestre terminé le 30 juin 2003 à 1,0 million de dollars pour les trois mois correspondants de 2004. La réduction des soldes des emprunts au cours des quatre derniers trimestres est à l'origine de ce fléchissement.

Dans le deuxième trimestre, l'amortissement a baissé de 0,2 million de dollars, ou 5,1 %, en regard de ce qu'il était un an plus tôt, ce qui a découlé principalement du fait que des actifs plus anciens

## RAPPORT DE GESTION *suite*

ont été pleinement amortis. De même, l'amortissement des six mois terminés le 30 juin 2004 a été moins élevé que celui du même semestre de 2003.

Comparativement à ceux du deuxième trimestre de l'exercice précédent, les impôts sur les bénéfices ont augmenté de 0,9 million de dollars et se sont situés à 1,9 million de dollars dans les trois mois correspondants de 2004. De ce montant, la tranche ayant trait aux impôts futurs s'est accrue de 0,7 million de dollars par suite de l'augmentation du bénéfice. Le reste de la hausse de la charge d'impôts, soit les impôts exigibles, a résulté du paiement de l'impôt minimum des sociétés, lequel ne pourra être recouvré. Quant aux impôts du semestre terminé le 30 juin 2004, ils se sont chiffrés à 3,5 millions de dollars, pour une augmentation de 1,5 million de dollars en regard de ceux de la même période de 2003, ce qui a découlé une fois encore de la hausse du bénéfice et des paiements de l'impôt minimum des sociétés.

À 12,5 millions de dollars, le bénéfice net du deuxième trimestre de 2004 a dépassé de 0,5 million de dollars, ou 4,2 %, celui des trois mêmes mois de l'exercice précédent. Quant au bénéfice net dégagé dans le semestre terminé le 30 juin 2004, il s'est renforcé de 1,6 million de dollars, ou 6,7 %, en regard du montant inscrit à ce chapitre dans les six premiers mois de 2003.

### État consolidé de l'encaisse distribuable

<i>(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par part, non vérifié)</i>	Trimestres terminés les		Semestres terminés les	
	30 juin 2004	30 juin 2003	30 juin 2004	30 juin 2003
Bénéfice net de la période	12 545 \$	12 035 \$	25 463 \$	23 863 \$
Ajouter :				
Amortissement	3 973	4 188	8 107	8 342
Impôts futurs	1 437	717	2 800	1 536
	17 955	16 940	36 370	33 741
Moins :				
Dépenses d'entretien des immobilisations				
Immobilisations et autres éléments d'actif	1 317	1 312	3 013	2 532
Paiements contractuels	625	625	1 875	1 875
Encaisse distribuable	16 013 \$	15 003 \$	31 482 \$	29 334 \$
Distributions déclarées	13 287 \$	12 888 \$	26 438 \$	25 596 \$
Bénéfice net par part	0,3308 \$	0,3174 \$	0,6715 \$	0,6293 \$
Encaisse distribuable par part	0,4223 \$	0,3956 \$	0,8302 \$	0,7735 \$
Distributions déclarées par part	0,3504 \$	0,3399 \$	0,6972 \$	0,6750 \$

L'encaisse distribuable n'a pas de sens normalisé aux termes des principes comptables généralement reconnus du Canada, mais le Fonds définit cette expression comme étant le bénéfice net de la période, rajusté de façon à exclure les éléments hors caisse, notamment l'amortissement et les impôts futurs, et déduction faite des dépenses d'entretien des immobilisations. Les dépenses en immobilisations non liées à l'entretien ne sont pas portées en réduction de l'encaisse distribuable étant donné qu'elles ne sont pas récurrentes et qu'elles sont destinées à générer une croissance future de l'encaisse distribuable et des distributions.

La direction estime que l'encaisse distribuable est une mesure de rendement supplémentaire utile puisqu'elle donne aux investisseurs une indication de l'encaisse disponible à des fins de distribution aux porteurs de parts. Les investisseurs sont néanmoins priés de noter que l'encaisse distribuable ne

doit pas être interprétée comme pouvant remplacer le bénéfice net en tant que mesure de la rentabilité ou l'état des flux de trésorerie. En outre, la méthode que le Fonds utilise pour calculer l'encaisse distribuable peut ne pas être comparable à celles donnant lieu à des éléments désignés par cette expression par d'autres émetteurs.

L'encaisse distribuable a augmenté de 1,0 million de dollars, ou 6,7 %, pour atteindre 16,0 millions de dollars au cours du deuxième trimestre de 2004, contre 15,0 millions de dollars dans les trois mêmes mois de l'exercice précédent. Pour le semestre terminé le 30 juin 2004, l'encaisse distribuable a affiché une hausse de 2,1 millions de dollars, ou 7,3 %, par rapport à celle des six mêmes mois de 2003. Les améliorations enregistrées dans les deux périodes à l'étude ont découlé essentiellement de la croissance du bénéfice net, compte non tenu de l'amortissement et des impôts futurs. Les dépenses d'entretien des immobilisations, lesquelles sont déduites aux fins du calcul de l'encaisse distribuable, fluctueront en raison d'un décalage dans la mise en œuvre de la stratégie d'investissement de la société, et même si les dépenses du deuxième trimestre du présent exercice ont été comparables à celles effectuées en 2003, la direction s'attend que leur total soit plus élevé en 2004.

Ainsi, la direction prévoit que les dépenses d'entretien des immobilisations de l'ensemble de l'exercice 2004 dépasseront d'au plus 1,5 million de dollars celles de l'exercice précédent. Ce montant sera investi pour soutenir l'expansion des activités de base d'approvisionnement en chèques et pour remplacer ou perfectionner certaines composantes de l'infrastructure électronique et téléphonique déjà en place.

Dans le deuxième trimestre de 2004, le Fonds a déclaré des distributions de 13,3 millions de dollars, soit 0,4 million de dollars, ou 3,1 %, de plus que celles des trois mêmes mois de 2003. Cette hausse tient compte des deux augmentations de distributions déclarées mensuelles par part qui ont été instaurées depuis le 30 juin 2003. À l'heure actuelle, le taux de distribution mensuel par part est de 0,1168 \$, ce qui représente un taux annualisé de 1,40 \$. Du semestre terminé le 30 juin 2003 à celui terminé un an plus tard, la hausse des distributions déclarées a été comparable à celle enregistrée d'un trimestre à l'autre, ces distributions s'étant accrues de 0,8 million de dollars, ou 3,3 %.

## SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

### État consolidé des résultats des huit derniers trimestres – Sommaire

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par part, non vérifié)

	2004				2003			2002
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
Chiffre d'affaires	68 864 \$	68 589 \$	63 636 \$	63 404 \$	62 676 \$	62 067 \$	58 938 \$	56 770 \$
Bénéfice d'exploitation	19 436	19 803	18 777	18 732	18 368	18 202	17 890	17 877
Bénéfice net	12 545 \$	12 918 \$	12 305 \$	12 289 \$	12 035 \$	11 828 \$	11 242 \$	11 640 \$
Bénéfice net par part	0,3308 \$	0,3407 \$	0,3245 \$	0,3241 \$	0,3174 \$	0,3119 \$	0,2965 \$	0,3070 \$

### État consolidé de l'encaisse distribuable des huit derniers trimestres – Sommaire

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par part, non vérifié)

	2004				2003			2002
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
Encaisse distribuable	16 013 \$	15 469 \$	15 247 \$	15 501 \$	15 003 \$	14 331 \$	14 609 \$	14 134 \$
Distributions déclarées	13 287	13 151	13 083	12 889	12 888	12 708	12 707	12 707
Encaisse distribuable par part	0,4223 \$	0,4079 \$	0,4021 \$	0,4088 \$	0,3956 \$	0,3779 \$	0,3853 \$	0,3727 \$
Distributions déclarées par part	0,3504 \$	0,3468 \$	0,3450 \$	0,3399 \$	0,3399 \$	0,3351 \$	0,3351 \$	0,3351 \$

## FLUX DE TRÉSORERIE ET LIQUIDITÉS

### Sommaire consolidé de l'évolution des flux de trésorerie

<i>(en milliers de dollars canadiens, non vérifié)</i>	Trimestres terminés les		Semestres terminés les	
	30 juin 2004	30 juin 2003	30 juin 2004	30 juin 2003
Flux de trésorerie liés à l'exploitation	19 561 \$	18 945 \$	38 058 \$	33 674 \$
Flux de trésorerie affectés aux distributions	(13 287)	(12 828)	(26 370)	(25 536)
Flux de trésorerie affectés aux autres activités de financement	(4 000)	—	(4 000)	—
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement	(2 069)	(2 799)	(5 312)	(5 611)
Variation nette de l'encaisse	205 \$	3 318 \$	2 376 \$	2 527 \$

### Flux de trésorerie liés à l'exploitation

Dans le trimestre terminé le 30 juin 2004, la société a généré des flux de trésorerie liés à l'exploitation de 18,0 millions de dollars, avant les variations des éléments du fonds de roulement hors caisse, ce qui représente une hausse de 1,0 million de dollars, ou 6,0 %, par rapport à ceux de la période correspondante de l'exercice précédent. Cette hausse est liée à l'essor du bénéfice net dont il a été fait mention précédemment. La réduction nette du solde du fonds de roulement hors caisse a permis d'inscrire des flux de trésorerie supplémentaires de 1,6 million de dollars au cours du trimestre. Cette amélioration a découlé essentiellement d'augmentations temporaires des passifs commerciaux à court terme de la société, lesquels devraient être contrepassés dans les trimestres à venir.

Durant le semestre terminé le 30 juin 2004, les flux de trésorerie liés à l'exploitation ont totalisé 38,1 millions de dollars, en regard de 33,7 millions de dollars un an plus tôt. Du montant inscrit dans les six premiers mois de 2004, une tranche de 1,7 million de dollars est attribuable aux variations des éléments du fonds de roulement hors caisse dont il est fait mention ci-dessus, éléments qui devraient être contrepassés plus tard dans l'exercice. Reflétant la variation enregistrée au cours du dernier trimestre, l'essor du bénéfice net a été le principal facteur à l'origine de l'augmentation, d'un exercice à l'autre, du total des flux de trésorerie.

### Flux de trésorerie affectés aux distributions

Le Fonds déclare des distributions mensuelles aux porteurs de parts inscrits le dernier jour ouvrable de chaque mois, et ces distributions sont versées dans les 31 jours suivant la fin du mois. Au 30 juin 2004 et au 16 juillet 2004, il y avait 37 920 792 parts de fiducie en circulation. Ce nombre n'a pas changé depuis le 2 avril 2002.

Au cours du trimestre terminé le 30 juin 2004, le Fonds a versé des distributions de 13,3 millions de dollars, contre 12,8 millions de dollars dans les trois mêmes mois de l'exercice précédent. Cette amélioration de 3,6 % s'inscrit parfaitement dans l'objectif financier du Fonds, soit assurer aux porteurs de ses parts des distributions au comptant régulières et sans cesse croissantes.

### Autres activités de financement

Au cours du trimestre terminé le 30 juin 2004, le fonds a affecté un montant de 4,0 millions de dollars à la réduction de l'encours de sa facilité de crédit renouvelable. Sa dette à long terme totalisait 63,0 millions de dollars au 30 juin 2004, comparativement à 67 millions de dollars au 31 mars 2004 et au 31 décembre 2003.

## Dépenses en immobilisations et dépenses à l'égard d'autres actifs

(en milliers de dollars canadiens, non vérifié)	Trimestres terminés les		Semestres terminés les	
	30 juin 2004	30 juin 2003	30 juin 2004	30 juin 2003
Dépenses d'entretien des immobilisations				
Matériel et outillage	69 \$	113 \$	107 \$	258 \$
Matériel informatique et logiciels	1 477	1 180	2 670	2 255
Autres	(228)	19	237	19
<b>Total des dépenses d'entretien des immobilisations</b>	<b>1 318</b>	<b>1 312</b>	<b>3 014</b>	<b>2 532</b>
Paiements contractuels aux fins de l'entretien	625	625	1 875	1 875
<b>Total des dépenses d'entretien</b>	<b>1 943</b>	<b>1 937</b>	<b>4 889</b>	<b>4 407</b>
Dépenses en immobilisations non liées à l'entretien				
Nouveaux programmes	126	—	223	—
Projets visant la réalisation d'efficacités au chapitre de la production	—	262	—	604
<b>Total des dépenses en immobilisations non liées à l'entretien</b>	<b>126</b>	<b>262</b>	<b>223</b>	<b>604</b>
Paiements contractuels autres qu'aux fins de l'entretien	—	600	200	600
<b>Total des dépenses en immobilisations non liées à l'entretien</b>	<b>126</b>	<b>862</b>	<b>423</b>	<b>1 204</b>
<b>Total des investissements en immobilisations</b>	<b>2 069 \$</b>	<b>2 799 \$</b>	<b>5 312 \$</b>	<b>5 611 \$</b>

Le tableau ci-dessus présente les dépenses en immobilisations, ce qui tient compte à la fois des immobilisations et des paiements en vertu de contrats conclus avec des clients. Le Fonds a diverses obligations aux termes de tels contrats. Certains contrats à long terme prévoient le versement de sommes à la signature du contrat ou à l'adhésion à un programme, et ces sommes sont comptabilisées à titre de dépenses en immobilisations non liées à l'entretien étant donné qu'il ne s'agit pas de débours susceptibles de se répéter. D'autres paiements découlant de contrats avec des clients sont effectués annuellement sur la durée de l'entente et sont donc traités comme des dépenses récurrentes d'entretien des immobilisations. Le total de tous les paiements contractuels, fixes et variables, tient compte entre autres choses du degré élevé d'intégration et de partage, entre Davis + Henderson et les institutions financières, des nombreuses activités liées aux commandes, au traitement des données, au service à la clientèle et à d'autres activités que mènent ces institutions financières dans le cadre du programme d'approvisionnement en chèques et d'autres programmes.

Aux termes du programme de dépenses en immobilisations du Fonds, les dépenses d'entretien annuelles continues doivent être financées par les flux de trésorerie liés à l'exploitation. Il est prévu que le coût annuel augmentera au rythme de l'essor des affaires, ce qui devrait principalement se faire sentir dans les activités des centres d'appels, la mise en œuvre de nouveaux programmes dans l'entreprise d'approvisionnement en chèques et l'entretien de l'infrastructure technologique. Les dépenses d'entretien des immobilisations du trimestre et du semestre terminés le 30 juin 2004 ont été celles prévues par ce programme de dépenses en immobilisations.

En regard de celles engagées dans le semestre terminé le 30 juin 2003, les dépenses d'entretien de la même période de 2004 se sont accrues de 0,5 million de dollars. Cette hausse est conforme aux attentes de la direction puisque celle-ci prévoit que pour l'ensemble de 2004, le total des dépenses dépassera d'au plus 1,5 million de dollars celui de l'exercice précédent.

Les dépenses d'entretien du deuxième trimestre de 2004 tiennent compte d'une réduction de 0,2 million de dollars liée à l'encaissement du remboursement des coûts d'améliorations locatives provenant du propriétaire de l'un des établissements que loue la société. Celle-ci avait engagé de tels coûts durant le premier trimestre de 2004.

Les dépenses en immobilisations non liées à l'entretien ont pour objet de financer l'élaboration de nouveaux programmes et services, d'importants projets visant la réalisation d'efficacités au chapitre de la production et certains paiements contractuels, tel qu'il a été indiqué précédemment.

### **Soldes d'encaisse et dette à long terme**

Au 30 juin 2004, les espèces et quasi-espèces totalisaient 7,4 millions de dollars, comparativement à 5,0 millions de dollars au 31 décembre 2003.

Afin de mieux gérer son capital, le Fonds peut, de temps à autre, affecter une tranche de ses soldes d'encaisse au remboursement de l'encours de ses facilités de crédit. Dans le deuxième trimestre de 2004, le Fonds a, de son plein gré, remboursé 4,0 millions de dollars de sa dette. Au 30 juin 2004, sa dette à long terme totalisait 63,0 millions de dollars, contre 67,0 millions de dollars au 31 décembre 2003.

La société continue de disposer de facilités de crédit à terme de 98,0 millions de dollars. Ces facilités, qui viendront à échéance le 30 juin 2006, sont constituées d'un emprunt à terme non renouvelable de 60,0 millions de dollars et d'une facilité de crédit renouvelable de 38,0 millions de dollars. Au 30 juin 2004, la société avait prélevé 60,0 millions de dollars sur l'emprunt à terme non renouvelable et 3,0 millions de dollars sur la facilité de crédit renouvelable. La société est autorisée à prélever le solde non utilisé de sa facilité de crédit renouvelable, soit 35,0 millions de dollars, pour financer ses dépenses en immobilisations ou à d'autres fins générales.

Une tranche de 56 millions de dollars de la dette de la société est assortie de taux fixes qui varient de 5,89 % à 7,33 %. Le taux d'intérêt effectif moyen du total de la dette du Fonds se situait à 6,2 % au 30 juin 2004.

Les flux de trésorerie liés à l'exploitation, les soldes d'encaisse et la tranche inutilisée des facilités de crédit à terme devraient suffire à combler les besoins de la société en matière d'exploitation, de dépenses en immobilisations et de distributions prévues.

### **CHANGEMENTS PROPOSÉS À LA STRUCTURE DE LA SOCIÉTÉ**

Tel qu'il a déjà été annoncé, la direction a analysé diverses solutions de rechange à la structure actuelle du Fonds, solutions qui lui permettraient de réaliser des économies d'impôt. Par suite de cette analyse, le Fonds projette d'effectuer une restructuration interne, sous réserve de l'approbation des porteurs de parts. Cette restructuration donnera lieu au remplacement de la filiale du Fonds, D + H Holdings Corp., laquelle détient l'entreprise exploitante du Fonds, par une fiducie nouvellement créée. Après la réalisation de la restructuration proposée, le Fonds détiendra la même participation dans son actif que celle qu'il détenait avant. Pour les porteurs de parts, ce changement ne modifiera nullement le nombre ou les caractéristiques légales des parts qu'ils détiennent actuellement. Une assemblée extraordinaire des porteurs de parts aura lieu le 23 juillet 2004 afin qu'ils puissent analyser les opérations envisagées et se prononcer sur le projet de restructuration.

### **ESTIMATIONS COMPATIBLES**

Un régime à long terme d'incitation au rendement à l'intention de la direction a été mis en place le 1<sup>er</sup> janvier 2004, régime aux termes duquel, sous réserve des critères de rendement et des modalités d'acquisition des droits, des sommes seront versées peu après le 31 décembre 2006. Pour les six premiers mois de 2004, la part proportionnelle de l'obligation finale estimative, en supposant l'atteinte des principaux buts et objectifs, a été inscrite dans les charges d'exploitation. L'une des hypothèses clés ayant servi à faire cette estimation a mis en jeu le cours de la part le 30 juin 2004.

Le lecteur est prié de se reporter à la circulaire d'information de la direction datée du 15 mars 2004 pour obtenir une description détaillée de ce régime, circulaire qui peut être consultée dans le site de SEDAR, à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

## PERSPECTIVES

Tant dans le deuxième trimestre et le premier semestre terminés le 30 juin 2004 que dans les deux derniers trimestres de 2004, le pourcentage de croissance des revenus sur douze mois sera soutenu, et il continuera de l'être, par l'inclusion des revenus provenant de RBC Centura Bank, ce qui devrait permettre à la société de dépasser, dans l'exercice 2004, son objectif de croissance annuelle des revenus, qui est de l'ordre de 3 % à 5 %. La marge relative à l'apport de RBC Centura Bank devrait être inférieure à la marge moyenne générée par le reste des activités de Davis + Henderson et, de ce fait, elle n'aura qu'une faible incidence sur les flux de trésorerie. Les objectifs à long terme de la société demeurent inchangés, soit réaliser une croissance cible du chiffre d'affaires variant entre 3 % et 5 % et maintenir les marges d'exploitation. L'objectif global du Fonds est d'assurer une légère augmentation des distributions.

Comme le traduit son énoncé de stratégies, la société entend augmenter le bénéfice qu'elle tire de son programme principal d'approvisionnement en chèques, utiliser ses capacités existantes pour lancer des produits et programmes complémentaires ainsi qu'élargir ceux qui existent déjà et fournir des services à ses banques canadiennes clientes qui pénètrent le marché américain.

Les plans opérationnels de la société comprennent de nombreuses mesures qui, ensemble, visent la réalisation de ses objectifs. L'atteinte de l'objectif de croissance ne dépend d'aucune de ces mesures en particulier puisque, sur une base individuelle, la plupart des nouveaux programmes et services n'ont pas une grande envergure. Parmi ces mesures, citons la poursuite du déploiement du programme de pochettes de dépôt de sécurité, le service de transfert des débits et crédits préautorisés d'un compte à l'autre et le programme *ChequeEssentials*, lequel a récemment été mis en œuvre. En outre, la popularité croissante des programmes *ChequeCentral* et *ChequeAdvisor* devrait entraîner une augmentation de la valeur moyenne des commandes qui sont passées à la société.

Aux termes du programme de dépenses en immobilisations, les dépenses d'entretien annuelles continues doivent être financées par les flux de trésorerie liés à l'exploitation. Il est prévu que le coût annuel augmentera au rythme de l'essor des affaires, ce qui devrait principalement se faire sentir dans les activités des centres d'appels, la mise en œuvre de nouveaux programmes dans l'entreprise d'approvisionnement en chèques et l'entretien de l'infrastructure technologique et le remplacement de certaines de ses composantes.

Le programme de dépenses en immobilisations non liées à l'entretien, programme qui a pour objet de financer l'élaboration de nouveaux programmes et services, d'importantes mesures de réalisation d'efficacités au chapitre de la production ainsi que les paiements contractuels non récurrents, devrait mobiliser entre 10 millions de dollars et 15 millions de dollars dans les quelques exercices à venir, et ce, même si aucune dépense importante n'est prévue à l'heure actuelle.

Certaines informations contenues dans ce rapport constituent des énoncés prospectifs et sont fondées sur des hypothèses et des prévisions de résultats qui sont assujetties aux risques et incertitudes liés aux activités de l'entreprise Davis + Henderson et à l'environnement économique dans lequel celle-ci évolue. Si une ou plusieurs de ces incertitudes devaient se concrétiser ou si les hypothèses qui les sous-tendent se révélaient inexactes, les résultats réels pourraient être grandement différents de ceux prévus. Ces risques et incertitudes sont abordés ci-dessus et sont décrits plus en détail dans les plus récents rapport annuel, notice annuelle et circulaire d'information de la direction que le Fonds a déposés. Ces documents peuvent être consultés dans le site de SEDAR.

## AUTRES RENSEIGNEMENTS

D'autres renseignements sur le Fonds, dont ceux paraissant dans la plus récente notice annuelle qu'il a déposée et circulaire d'information de la direction qu'il a déposées, peuvent être obtenus dans le site de SEDAR, à l'adresse [www.sedar.com](http://www.sedar.com).

Le 22 juillet 2004

## BILANS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, non vérifié)

	Au 30 juin 2004	Au 31 décembre 2003
<b>ACTIF</b>		
Actif à court terme		
Espèces et quasi-espèces	7 357 \$	4 981 \$
Débiteurs	9 023	7 432
Stocks	5 932	6 527
Charges payées d'avance	1 717	1 820
	<b>24 029</b>	<b>20 760</b>
Impôts futurs (note 2)	28 915	31 715
Immobilisations (note 3)	24 377	25 408
Autres éléments d'actif (note 4)	8 266	9 988
Actifs incorporels (note 5)	10 421	11 588
Écart d'acquisition	359 385	359 385
	<b>455 393 \$</b>	<b>458 844 \$</b>
<b>PASSIF ET AVOIR DES PORTEURS DE PARTS</b>		
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer	26 321 \$	23 750 \$
Distributions à payer aux porteurs de parts	4 429	4 361
Tranche à court terme des obligations de décaissements sur contrats de clients (note 6)	3 025	3 025
	<b>33 775</b>	<b>31 136</b>
Obligations de décaissements sur contrats de clients (note 6)	2 500	3 625
Obligations relatives aux avantages sociaux futurs (note 7)	1 365	1 355
Dette à long terme (note 8)	63 000	67 000
	<b>100 640</b>	<b>103 116</b>
Avoir des porteurs de parts		
Parts de fiducie (note 9)	365 385	365 385
Déficit	(10 632)	(9 657)
	<b>354 753</b>	<b>355 728</b>
Engagements (note 10)		
	<b>455 393 \$</b>	<b>458 844 \$</b>

Les notes afférentes aux états financiers en font partie intégrante.



Paul Damp  
Fiduciaire



Allan Gotlieb  
Fiduciaire



Brad Nullmeyer  
Fiduciaire

## ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS ET DU DÉFICIT

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par part, non vérifié)

	Trimestres terminés les		Semestres terminés les	
	30 juin 2004	30 juin 2003	30 juin 2004	30 juin 2003
Chiffre d'affaires	68 864 \$	62 676 \$	137 453 \$	124 743 \$
Coût des marchandises vendues	40 914	37 683	81 991	75 098
	27 950	24 993	55 462	49 645
Charges d'exploitation	8 514	6 625	16 223	13 075
	19 436	18 368	39 239	36 570
Intérêts débiteurs	1 045	1 171	2 130	2 322
Amortissement	3 973	4 188	8 107	8 342
Bénéfice avant les impôts sur les bénéfices	14 418	13 009	29 002	25 906
Impôts sur les bénéfices (note 2):				
Exigibles	436	257	739	507
Futurs	1 437	717	2 800	1 536
	1 873	974	3 539	2 043
Bénéfice net de la période	12 545	12 035	25 463	23 863
Déficit au début de la période	(9 890)	(7 427)	(9 657)	(6 547)
Distributions	(13 287)	(12 888)	(26 438)	(25 596)
Déficit à la fin de la période	(10 632)\$	(8 280)\$	(10 632)\$	(8 280)\$
Bénéfice net par part de fiducie, de base et dilué	0,3308 \$	0,3174 \$	0,6715 \$	0,6293 \$

Les notes afférentes aux états financiers en font partie intégrante.

## ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers de dollars canadiens, non vérifié)

	Trimestres terminés les		Semestres terminés les	
	30 juin 2004	30 juin 2003	30 juin 2004	30 juin 2003
Espèces et quasi-espèces liées aux activités suivantes :				
<b>ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>				
Bénéfice net	12 545 \$	12 035 \$	25 463 \$	23 863 \$
Ajouter				
Amortissement	3 973	4 188	8 107	8 342
Impôts futurs	1 437	717	2 800	1 536
	17 955	16 940	36 370	33 741
Variations des éléments hors caisse du fonds de roulement	1 601	1 983	1 678	(123)
Variations des obligations relatives aux avantages sociaux futurs	5	22	10	56
	19 561	18 945	38 058	33 674
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>				
Remboursement de la dette à long terme	(4 000)	—	(4 000)	—
Distributions aux porteurs de parts dans le public	(13 287)	(12 828)	(26 370)	(25 536)
	(17 287)	(12 828)	(30 370)	(25 536)
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>				
Dépenses en immobilisations	(1 444)	(1 511)	(3 237)	(3 073)
Dépenses liées à d'autres éléments d'actif	(625)	(1 288)	(2 075)	(2 538)
	(2 069)	(2 799)	(5 312)	(5 611)
Augmentation (diminution) des espèces et quasi-espèces au cours de la période	205	3 318	2 376	2 527
Espèces et quasi-espèces au début de la période	7 152	11 255	4 981	12 046
Espèces et quasi-espèces à la fin de la période	7 357 \$	14 573 \$	7 357 \$	14 573 \$
Information supplémentaire				
Intérêts versés au comptant	1 470 \$	1 674 \$	2 090 \$	2 762 \$
Impôts sur les bénéfices payés au comptant	332 \$	253 \$	753 \$	505 \$

Les notes afférentes aux états financiers en font partie intégrante.

## NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre de parts et les montants par part, non vérifié)

### NATURE DES ACTIVITÉS

Le Fonds de revenu Davis + Henderson (le « Fonds ») est une fiducie à but restreint établie sous le régime des lois de la province d'Ontario au moyen d'une déclaration de fiducie datée du 6 novembre 2001. Le Fonds a été formé pour acquérir indirectement les parts de société en commandite de Société en commandite Davis + Henderson (« S.C. Davis + Henderson »).

Les activités de S.C. Davis + Henderson consistent principalement à assurer l'approvisionnement en chèques d'institutions financières canadiennes. S.C. Davis + Henderson est entrée en activité le 20 décembre 2001, date à laquelle elle a acquis les activités de Davis + Henderson. Le même jour, le Fonds a conclu son premier appel public à l'épargne et a fait l'acquisition d'une participation de 45,4 % dans S.C. Davis + Henderson. Le 10 janvier 2002, à la suite de la levée d'une option pour surattribution, le Fonds a acquis une participation supplémentaire de 4,5 % dans S.C. Davis + Henderson. Le 2 avril 2002, le Fonds a acquis la participation restante dans S.C. Davis + Henderson, qu'il détient désormais en propriété exclusive.

### 1. PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers consolidés ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada et selon les conventions comptables et les méthodes d'application qui sont les mêmes que le Fonds a utilisées pour ses états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 décembre 2003, qui figurent dans le rapport annuel de 2003. Ils ne respectent pas, à tous les égards importants, toutes les exigences en matière de présentation de l'information requises pour les états financiers annuels et ils doivent être lus à la lumière des états financiers consolidés annuels vérifiés du Fonds de l'exercice terminé le 31 décembre 2003.

La préparation des états financiers exige que la direction fasse des estimations et pose des hypothèses ayant une incidence sur les montants présentés de l'actif et du passif, sur la présentation des actifs et passifs éventuels en date des états financiers consolidés, de même que sur le chiffre d'affaires et les charges de la période. Il est donc possible que les résultats réels diffèrent de ces estimations.

#### Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les comptes du Fonds et ceux de ses filiales en propriété exclusive, D + H Holdings Corp. (« D + H Holdings »), Davis + Henderson G.P. Inc. et S.C. Davis + Henderson. Toutes les opérations interentreprises et tous les comptes connexes ont été éliminés au moment de la consolidation.

#### Instruments financiers

Les instruments financiers du Fonds comprennent les espèces et quasi-espèces, les débiteurs, les créditeurs et charges à payer, les obligations de décaissements sur contrats de clients, les distributions à verser aux porteurs de parts, les swaps de taux d'intérêt et la dette à long terme. Le Fonds ne spéculé pas sur les instruments financiers ni n'en fait le commerce.

**Risque de crédit** Les éléments de l'actif financier du Fonds qui sont exposés à un risque de crédit se composent principalement des espèces et quasi-espèces, des débiteurs et des swaps de taux d'intérêt. Dans le cours normal de ses activités, le Fonds est exposé au risque de crédit lié à ses clients. Le Fonds est exposé à des pertes sur créances dans l'éventualité de l'inexécution des engagements des contreparties dans le cadre des swaps de taux d'intérêt, mais il ne prévoit pas que cette éventualité se présentera. La concentration des risques de crédit relativement aux débiteurs est limitée en raison de la cote de solvabilité des clients du Fonds et des délais de paiement généralement courts.

**Juste valeur** La juste valeur de la dette portant intérêt à des taux fixes est fondée sur les flux de trésorerie futurs actualisés aux taux en vigueur pour des instruments d'emprunt comportant des modalités et des échéances similaires. La valeur comptable des autres instruments financiers, soit les espèces et quasi-espèces, les débiteurs, les créditeurs et charges à payer et la tranche à court terme des obligations de décaissements sur contrats de clients se rapproche de leur juste valeur en raison de leur échéance à court terme.

**Instruments financiers dérivés** Le Fonds a recours à des instruments financiers dérivés afin de réduire le risque lié au taux d'intérêt sur sa dette. Le Fonds a pour politique de désigner chaque instrument financier dérivé comme couverture d'un instrument d'emprunt en particulier. Le Fonds estime que les instruments financiers dérivés constituent une couverture efficace, aussi bien au moment de la prise d'effet de l'instrument financier que pendant sa durée, puisque la durée jusqu'à l'échéance, le montant (nominal) de référence et le taux d'intérêt des instruments correspondent aux modalités dont sont assortis les titres d'emprunt faisant l'objet de la couverture.

Le Fonds conclut des accords de swap de taux d'intérêt dans le cadre de son programme de gestion des taux d'intérêt fixes et variables sur son portefeuille d'emprunt global et de l'ensemble des coûts d'emprunt connexes. Les accords de swap de taux d'intérêt prévoient des échanges périodiques de paiements qui ne comprennent pas l'échange du montant nominal de référence sur lequel les paiements sont fondés, et qui sont comptabilisés à titre de rajustement des intérêts débiteurs sur l'instrument d'emprunt faisant l'objet de la couverture. Le montant connexe payable à des contreparties aux accords de swap ou exigibles de celles-ci est comptabilisé à titre de rajustement de l'intérêt accumulé.

Si un accord de swap de taux d'intérêt prenait fin, les gains et les pertes seraient reportés en tant qu'autres éléments d'actif ou de passif à court terme ou d'éléments d'actif ou de passif à long terme, dans le bilan, et amortis à titre de rajustement des intérêts débiteurs liés à l'obligation sur le reste de la durée contractuelle initiale de l'accord de swap de taux d'intérêt qui a pris fin. En cas de remboursement anticipé du titre de créance, les gains ou les pertes matérialisés ou non matérialisés découlant du swap seraient constatés dans l'état consolidé des résultats au moment du remboursement.

### **Espèces et quasi-espèces**

Tous les placements temporaires en espèces dont l'échéance à partir de la date d'acquisition est d'au plus trois mois sont considérés comme des quasi-espèces.

Le Fonds et ses filiales conservent leurs liquidités dans des comptes bancaires ou des placements dont les montants dépassent les limites assurées par le gouvernement fédéral. Le Fonds n'a subi aucune perte sur ces comptes et estime ne pas être exposé à d'importants risques de crédit en ce qui a trait aux espèces et quasi-espèces.

### **Stocks**

Les stocks de matières premières sont évalués au prix coûtant ou à la valeur de remplacement, selon le moins élevé des deux. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

### **Immobilisations**

Les immobilisations sont comptabilisées au prix coûtant. L'amortissement est calculé chaque année à des taux établis pour amortir les immobilisations sur leur durée de vie utile estimative, comme suit :

Ordinateurs, mobilier et agencements	10 % à 30 %, dégressif
Machinerie et outillage	10 % à 20 %, dégressif
Améliorations locatives	Linéaire sur la durée du bail

### **Charges reportées**

Le Fonds capitalise les coûts directs associés à la mise au point de nouveaux produits et services jusqu'au début de l'exploitation commerciale, après quoi tous les coûts connexes sont amortis selon la méthode linéaire sur leur durée de vie utile estimative.

Les versements associés à certains contrats de clients importants sont amortis sur la durée des contrats d'approvisionnement à long terme connexes.

### **Écart d'acquisition**

L'écart d'acquisition représente l'excédent du prix payé pour les activités de Davis + Henderson sur la juste valeur marchande des immobilisations corporelles nettes et des actifs incorporels identifiables acquis. L'écart d'acquisition n'est pas amorti, mais fait l'objet d'un test de dépréciation annuellement.

### **Actifs incorporels**

Les actifs incorporels représentent la juste valeur marchande des droits associés aux contrats d'impartition de l'approvisionnement en chèques obtenus par le Fonds lors de l'acquisition des activités de Davis + Henderson. Les actifs incorporels sont amortis sur sept ans. La valeur comptable des actifs incorporels fait l'objet d'un test de dépréciation lorsque des événements ou des changements de circonstances laissent croire que la valeur comptable pourrait ne pas être recouvrée.

### **Constatation des produits**

Le Fonds est l'intéressé dans toutes les opérations de vente et a présenté les ventes en fonction du montant brut facturé aux clients. Les produits d'exploitation tirés de la vente de services et de produits sont constatés lorsque les services sont terminés et les produits livrés.

### **Bénéfice net par part**

Le bénéfice net par part est calculé en divisant le bénéfice net par le nombre moyen pondéré de parts en circulation au cours de la période.

### **Conversion des comptes établis en devises**

Les éléments monétaires libellés en devises sont convertis en dollars canadiens au taux de change en vigueur à la date du bilan. Les éléments non monétaires sont convertis aux taux de change en vigueur à la date de l'achat de l'actif ou de l'engagement de la dette. Les produits et les charges sont convertis au taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les gains et les pertes de change sont imputés aux résultats.

### **Impôts futurs**

Les impôts futurs de la filiale du Fonds sont calculés selon la méthode axée sur le bilan. Selon cette méthode, les actifs et les passifs d'impôts futurs sont établis en fonction des écarts entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs, et sont mesurés au moyen des taux d'imposition pratiquement en vigueur et selon les lois fiscales qui seront en vigueur au moment où les écarts sont censés se résorber.

**Avantages sociaux futurs**

Le Fonds offre aux employés admissibles certains avantages complémentaires de retraite qui ne sont pas capitalisés et qui comprennent une assurance-santé, une assurance-vie et une assurance de soins dentaires. Les obligations aux termes du régime d'avantages complémentaires de retraite sont établis par des méthodes actuarielles et sont constatées par le Fonds.

Dans le cas du régime de retraite à cotisations déterminées du Fonds, la charge de retraite annuelle est fondée sur les cotisations exigées du Fonds pour la période.

**2. IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES**

Les obligations fiscales relatives aux distributions versées par le Fonds sont celles des porteurs de parts; par conséquent, aucune provision n'a été constituée pour les impôts sur le bénéfice du Fonds. Une provision pour les impôts est constituée pour la filiale du Fonds, soit D + H Holdings, puisque cette filiale est assujettie à l'impôt, y compris l'impôt des grandes sociétés.

La provision pour les impôts figurant dans l'état consolidé des résultats est établie à un taux réel différent du taux réglementaire canadien de 34,11 % (33,63 % pour le deuxième trimestre de 2003). Les différences sont les suivantes :

	Trimestres terminés les		Semestres terminés les	
	30 juin 2004	30 juin 2003	30 juin 2004	30 juin 2003
Bénéfice avant les impôts sur les bénéfices	14 418 \$	13 009 \$	29 002 \$	25 906 \$
Bénéfice assujetti à l'impôt entre les mains des porteurs de parts	10 439	10 477	20 878	20 528
Bénéfice de la filiale	3 979	2 532	8 124	5 378
Taux d'imposition prévu par la loi canadienne	34,11 %	33,63 %	34,11 %	33,63 %
Impôts sur les bénéfices au taux prévu par la loi	1 357	852	2 771	1 809
Augmentation (diminution) liée aux éléments suivants :				
Impôt des grandes sociétés	197	257	394	507
Impôt minimum sur le revenu des sociétés	239	—	345	—
Incidence fiscale nette des charges déductibles aux fins fiscales	80	(135)	29	(273)
Charge fiscale, exigible et future	1 873 \$	974 \$	3 539 \$	2 043 \$

L'incidence fiscale des écarts temporaires de la filiale du Fonds qui donnent lieu à des tranches importantes des actifs d'impôts futurs est la suivante :

	31 juin 2004	Aux 31 décembre 2003
Actifs d'impôts futurs		
Écart d'acquisition	26 825 \$	28 451 \$
Immobilisations	(451)	(1 386)
Pertes reportées	2 016	4 339
Divers	525	311
	<b>28 915 \$</b>	<b>31 715 \$</b>

Les pertes reportées du Fonds pourront être utilisées en réduction des impôts sur les bénéfices jusqu'en 2011.

### 3. IMMOBILISATIONS

	Prix coûtant	Amortissement cumulé	Au 31 juin 2004 Montant net
Ordinateurs, mobilier et agencements	27 317 \$	14 945 \$	12 372 \$
Machinerie et outillage	13 662	3 405	10 257
Améliorations locatives	3 835	2 087	1 748
	<b>44 814 \$</b>	<b>20 437 \$</b>	<b>24 377 \$</b>

	Prix coûtant	Amortissement cumulé	Au 31 décembre 2003 Montant net
Ordinateurs, mobilier et agencements	24 360 \$	11 889 \$	12 471 \$
Machinerie et outillage	13 566	2 647	10 919
Améliorations locatives	3 667	1 649	2 018
	<b>41 593 \$</b>	<b>16 185 \$</b>	<b>25 408 \$</b>

La charge d'amortissement s'est élevée à 2 102 \$ pour le trimestre terminé le 30 juin 2004 (2 082 \$ pour le deuxième trimestre de 2003) et à 4 268 \$ pour le semestre terminé le 30 juin 2004 (4 156 \$ pour le semestre terminé le 30 juin 2003).

#### 4. AUTRES ÉLÉMENTS D'ACTIF

	Au 31 juin 2004	Au 31 décembre 2003
Prix coûtant		
Contrats d'approvisionnement à long terme	19 446 \$	18 495 \$
Charges reportées et autres	2 353	2 353
	21 799	20 848
Amortissement cumulé	(13 533)	(10 860)
	<b>8 266 \$</b>	<b>9 988 \$</b>

La charge d'amortissement s'est élevée 1 288 \$ pour le trimestre terminé le 30 juin 2004 (1 523 \$ pour le deuxième trimestre de 2003) et à 2 672 \$ pour le semestre terminé le 30 juin 2004 (3 020 \$ pour le semestre terminé le 30 juin 2003).

#### 5. ACTIFS INCORPORELS

	Au 31 juin 2004	Au 31 décembre 2003
Prix coûtant	16 328 \$	16 328 \$
Amortissement cumulé	(5 907)	(4 740)
	<b>10 421 \$</b>	<b>11 588 \$</b>

La charge d'amortissement s'est élevée à 583 \$ pour le trimestre terminé le 30 juin 2004 (583 \$ pour le deuxième trimestre de 2003) et à 1 167 \$ pour le semestre terminé le 30 juin 2004 (1 166 \$ pour le semestre terminé le 30 juin 2003).

#### 6. OBLIGATIONS DE DÉCAISSEMENTS SUR CONTRATS DE CLIENTS

	Au 31 juin 2004	Au 31 décembre 2003
Tranche à court terme	3 025 \$	3 025 \$
Tranche à long terme	2 500	3 625
Total des obligations de décaissements sur contrats de clients	<b>5 525 \$</b>	<b>6 650 \$</b>

Les obligations de décaissements sur contrats de clients du Fonds à payer en date du 30 juin 2004 et pour les exercices se terminant les :

31 décembre 2004	1 900 \$
31 décembre 2005	2 375
31 décembre 2006	1 250
	<b>5 525 \$</b>

## 7. AVANTAGES SOCIAUX FUTURS

Le régime de retraite principal du Fonds est le « Régime de retraite à cotisations déterminées des employés de Davis + Henderson », régime qui fournit des prestations de retraite à la quasi-totalité des employés qui comptent plus de deux ans de service. La charge globale du Fonds pour le régime de retraite à cotisations déterminées s'est établie à 0,2 million de dollars pour le trimestre terminé le 30 juin 2004 (0,2 million de dollars au deuxième trimestre de 2003) et à 0,5 million de dollars pour le semestre terminé le 30 juin 2004 (0,5 million de dollars pour le semestre terminé le 30 juin 2003).

Outre ce régime de retraite, Le Fonds offre également un régime d'assurance-santé, d'assurance-vie et d'assurance de soins dentaires aux employés admissibles dans le cadre d'un régime d'avantages complémentaires de retraite. L'information relative au régime d'avantages complémentaires de retraite du Fonds s'établit comme suit :

	Au 31 juin 2004	Au 31 décembre 2003
<b>Obligations au titre des avantages complémentaires de retraite constitués</b>		
Solde au début de la période	1 360 \$	1 289 \$
Coût des prestations acquises	13	50
Intérêts débiteurs	21	84
Prestations versées	(29)	(68)
Solde à la fin de la période	1 365	1 355
<b>Passif au titre des avantages complémentaires de retraite constitués</b>		
Déficit du régime	1 365	1 355
<b>Passif au titre des avantages complémentaires de retraite constitué</b>		
	1 365 \$	1 355 \$

	Trimestres terminés les		Semestres terminés les	
	30 juin 2004	30 juin 2003	30 juin 2004	30 juin 2003
<b>Charge de l'employeur</b>				
Coût des prestations acquises	13 \$	12 \$	25 \$	24 \$
Intérêts	21	21	42	42
<b>Charge nette au titre du régime d'avantages complémentaires de retraite</b>				
	34 \$	33 \$	67 \$	66 \$
<b>Hypothèses actuarielles</b>				
Taux d'actualisation	6,75 %	6,75 %	6,75 %	6,75 %
Taux d'inflation des frais médicaux <sup>1</sup>	9,00 %	9,00 %	9,00 %	9,00 %
Taux d'inflation des frais dentaires	5,00 %	5,00 %	5,00 %	5,00 %

<sup>1</sup> Le taux d'inflation des frais médicaux est présumé être de 9 % en 2004 et de diminuer graduellement pour s'établir à 5 % en 2009.

## 8. DETTE BANCAIRE À LONG TERME

	Au 31 juin 2004	Au 31 décembre 2003
Emprunt à terme non renouvelable	60 000 \$	60 000 \$
Facilité de crédit renouvelable	3 000	7 000
	<b>63 000 \$</b>	<b>67 000 \$</b>

Le Fonds a des facilités de crédit à terme de 98 millions de dollars échéant le 30 juin 2006 (98 millions de dollars au 31 décembre 2003), se composant d'un emprunt à terme non renouvelable de 60 millions de dollars et d'une facilité de crédit renouvelable de 38 millions de dollars. Les facilités de crédit portent intérêt à des taux variant en fonction de certains ratios financiers du Fonds et des taux d'emprunt en vigueur au Canada et aux États-Unis. Les facilités de crédit ainsi que les contrats d'opération de couverture conclus avec les prêteurs sont garantis en priorité au moyen du nantissement de la quasi-totalité des éléments d'actif du Fonds et de la participation indirecte du Fonds dans S.C. Davis + Henderson.

Au 30 juin 2004, la société avait conclu des contrats de couverture par swap de taux d'intérêt avec ses prêteurs, de sorte que les taux d'intérêt sur 56 millions de dollars ou 88,9 % de l'encours de sa dette à terme se situeront entre 5,89 % et 7,33 % par année pour des durées se terminant entre le 15 décembre 2004 et le 30 juin 2008. Au 30 juin 2004, la juste valeur des swaps de taux d'intérêt en cours s'élevait à environ 0,8 million de dollars (1,3 million de dollars au 31 décembre 2003), montant que le Fonds serait obligé de payer s'il mettait fin aux contrats.

La durée de deux contrats de couverture par swap de taux d'intérêt s'étend au-delà de la durée actuelle des facilités de crédit du Fonds. Le Fonds prévoit que les facilités de crédit seront prolongées, et ce, avant la date d'échéance qui est le 30 juin 2006. Au 30 juin 2004, la juste valeur de ces deux swaps de taux d'intérêt en cours était inférieure à 0,1 million de dollars, montant que le Fonds serait obligé de payer s'il mettait fin aux contrats.

## 9. PARTS DE FIDUCIE

Un nombre illimité de parts de fiducie peuvent être émises par le Fonds conformément à la déclaration de fiducie du Fonds. Chaque part est cessible et confère à son porteur un intérêt bénéficiaire égal et indivis dans toutes les distributions effectuées par le Fonds ainsi que dans l'actif net du Fonds. Toutes les parts sont de la même catégorie, comportent les mêmes droits et privilèges et ne sont pas susceptibles d'appels de fonds. Chaque part confère à son porteur une voix aux assemblées des porteurs de parts. Le tableau suivant présente certaines données sur les émissions de parts effectuées depuis la création du Fonds :

	Nombre de parts	Produit brut	Frais d'émission	Produit net
Émission initiale de parts, le 20 décembre 2001	17 235 000	172 350 \$	11 910 \$	160 440 \$
Parts émises le 10 janvier 2002	1 720 000	17 200	989	16 211
Parts émises le 2 avril 2002	18 965 792	199 141	10 407	188 734
Soldes au 30 juin 2004 et 31 décembre 2003	37 920 792	388 691 \$	23 306 \$	365 385 \$

Pour les trimestres terminés les 30 juin 2004 et 2003, le nombre moyen pondéré de parts en circulation est de 37 920 792.

## 10. ENGAGEMENTS

Au 30 juin 2004, le Fonds avait les obligations locatives annuelles suivantes à l'égard de biens immobiliers, de véhicules et de matériel pour les exercices se terminant les :

31 décembre 2004	1 860 \$
31 décembre 2005	2 698
31 décembre 2006	2 459
31 décembre 2007	688
31 décembre 2008	518
Par la suite	1 701
	<hr/>
	9 924 \$

## 11. OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Le Fonds a conclu un contrat d'approvisionnement et d'entretien de matériel avec une société apparentée à un dirigeant du Fonds. Le montant total versé à cet égard au cours du trimestre terminé le 30 juin 2004 s'établit à 62 \$ (26 \$ au deuxième trimestre de 2003). Selon une évaluation des montants facturés par des tiers pour des services similaires, le Fonds a jugé que la valeur du contrat correspondait à la juste valeur marchande.

## 12. PRINCIPAUX CLIENTS

Le Fonds mène ses activités dans un secteur, soit celui de l'offre de services intégrés à des institutions financières canadiennes et à leurs titulaires de comptes. Pour le trimestre terminé le 30 juin 2004, 74 % des produits du Fonds provenaient de ses six plus importants clients.

## 13. CHIFFRES DONNÉS À DES FINS DE COMPARAISON

Certains chiffres donnés à des fins de comparaison ont été réagencés afin d'en permettre le rapprochement avec ceux de la période à l'étude.

## 14. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DU BILAN

Le 23 juillet 2004, les porteurs de parts du Fonds ont approuvé une restructuration projetée en vue du remplacement de la filiale du Fonds, D + H Holdings Corp., laquelle détient les activités d'exploitation du Fonds, par une nouvelle fiducie, D + H Holdings Trust. Après la prise en compte de la restructuration projetée, le Fonds conservera les mêmes participations dans les éléments d'actif des activités d'exploitation que celles qu'il détenait avant la restructuration. De plus, la restructuration n'entraînera aucun changement dans le nombre ou les caractéristiques juridiques des parts en circulation du Fonds. La clôture de la restructuration a eu lieu le 26 juillet 2004.

## INFORMATIONS FINANCIÈRES SUPPLÉMENTAIRES

### Résultats d'exploitation par période<sup>1)</sup>

<i>(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants, par part, non vérifié)</i>	Période de trois mois terminée le 30 juin 2004 (déjà établis)	Période de trois mois terminée le 31 mars 2004 (déjà établis)	Période de trois mois terminée le 31 décembre 2003 (déjà établis)	Période de trois mois terminée le 30 septembre 2003 (déjà établis)	Période de trois mois terminée le 30 juin 2003 (déjà établis)	Période de trois mois terminée le 31 mars 2003 (déjà établis)
Chiffre d'affaires	68 864 \$	68 589 \$	63 636 \$	63 404 \$	62 676 \$	62 067 \$
Coût des marchandises vendues <sup>1)</sup>	40 914	41 077	38 230	38 061	37 683	37 414
Charges d'exploitation <sup>1)</sup>	8 514	7 709	6 629	6 611	6 625	6 451
Bénéfice d'exploitation	19 436	19 803	18 777	18 732	18 368	18 202
Intérêts débiteurs	1 045	1 085	1 157	1 151	1 171	1 151
Amortissement et impôts sur les bénéfices	5 846	5 800	5 315	5 292	5 162	5 223
Bénéfice net de la période	12 545	12 918	12 305	12 289	12 035	11 828
Ajouter						
Amortissement	3 973	4 134	3 949	4 106	4 188	4 154
Impôts futurs	1 437	1 363	1 114	933	717	819
Flux de trésorerie liés à l'exploitation	17 955	18 415	17 368	17 328	16 940	16 801
Moins les dépenses d'entretien des immobilisations et autres éléments d'actif	1 317	1 696	1 476	1 202	1 312	1 220
Paiements contractuels	625	1 250	645	625	625	1 250
Encaisse distribuable <sup>2)</sup>	16 013 \$	15 469 \$	15 247 \$	15 501 \$	15 003 \$	14 331 \$
Distributions déclarées	13 287 \$	13 151 \$	13 083 \$	12 889 \$	12 888 \$	12 708 \$
Bénéfice net par part	0,3308 \$	0,3407 \$	0,3245 \$	0,3241 \$	0,3174 \$	0,3119 \$
Flux de trésorerie liés à l'exploitation par part	0,4735 \$	0,4856 \$	0,4579 \$	0,4570 \$	0,4467 \$	0,4431 \$
Encaisse distribuable par part	0,4223 \$	0,4079 \$	0,4021 \$	0,4088 \$	0,3956 \$	0,3779 \$
Distributions par part	0,3504 \$	0,3468 \$	0,3450 \$	0,3399 \$	0,3399 \$	0,3351 \$

<sup>1)</sup> Certains chiffres correspondants ont été reclassés pour que leur présentation soit conforme à celle de la période à l'étude.

<sup>2)</sup> L'encaisse distribuable n'a pas de signification normalisée selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, mais le Fonds la définit comme étant le bénéfice net de la période, ajusté pour exclure les charges hors caisse, notamment l'amortissement et les impôts futurs, et déduction faite des dépenses d'entretien des immobilisations. Les dépenses en immobilisations non liées à l'entretien ne sont pas inscrites en réduction de l'encaisse distribuable étant donné qu'elles ne sont pas récurrentes et qu'elles sont destinées à générer une croissance future de l'encaisse distribuable et des distributions. La direction estime que cette mesure du bénéfice est une mesure de rendement supplémentaire utile qui donne aux investisseurs une indication de l'encaisse disponible aux fins de distribution aux porteurs de parts. Les investisseurs sont néanmoins priés de noter que l'encaisse distribuable ne doit pas être interprétée comme pouvant remplacer le bénéfice net en tant que mesure de la rentabilité ni l'état des flux de trésorerie. En outre, la méthode que le Fonds utilise pour calculer l'encaisse distribuable peut ne pas être comparable aux montants portant le même nom présentés par d'autres émetteurs.

## BILAN CONDENSÉ

(en milliers de dollars canadiens, sauf les montants par part, non vérifié)

	30 juin 2004	31 mars 2004	31 décembre 2003	30 septembre 2003	30 juin 2003	31 mars 2003
Espèces et quasi-espèces	7 357 \$	7 152 \$	4 981 \$	8 269 \$	14 573 \$	11 255 \$
Autres éléments d'actif à court terme	16 672	15 898	15 779	17 187	16 000	16 531
Impôts futurs	28 915	30 352	31 715	32 829	33 762	34 479
Immobilisations et autres éléments d'actif	32 643	34 589	35 396	36 916	38 074	37 605
Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels	369 806	370 389	370 973	371 556	372 139	372 722
	<b>455 393 \$</b>	<b>458 380 \$</b>	<b>458 844 \$</b>	<b>466 757 \$</b>	<b>474 548 \$</b>	<b>472 592 \$</b>
Créditeurs et autres éléments de passif à court terme	33 775 \$	31 400 \$	31 136 \$	32 652 \$	31 223 \$	30 311 \$
Autres éléments de passif à long terme	3 865	4 485	4 980	5 599	6 220	4 323
Dettes à long terme	63 000	67 000	67 000	72 000	80 000	80 000
Avoir des porteurs de parts	354 753	355 495	355 728	356 506	357 105	357 958
	<b>455 393 \$</b>	<b>458 380 \$</b>	<b>458 844 \$</b>	<b>466 757 \$</b>	<b>474 548 \$</b>	<b>472 592 \$</b>

## HISTORIQUE DES DISTRIBUTIONS

Mois	2004	2003	2002	Distributions <sup>1)</sup> par part 2001
Janvier	0,1150 \$	0,1117 \$	0,1083 \$	— \$
Février	0,1150	0,1117	0,1083	—
Mars	0,1168	0,1117	0,1083	—
Avril	0,1168	0,1133	0,1083	—
Mai	0,1168	0,1133	0,1083	—
Juin	0,1168	0,1133	0,1083	—
Juillet		0,1133	0,1117	—
Août		0,1133	0,1117	—
Septembre		0,1133	0,1117	—
Octobre		0,1150	0,1117	—
Novembre		0,1150	0,1117	—
Décembre <sup>2)</sup>		0,1150	0,1117	0,0427
	<b>0,6972 \$</b>	<b>1,3599 \$</b>	<b>1,3200 \$</b>	<b>0,0427 \$</b>

<sup>1)</sup> Les distributions mensuelles sont faites aux porteurs de parts inscrits le dernier jour ouvrable de chaque mois et sont versées dans les 31 jours suivant la fin de chaque mois.

<sup>2)</sup> Distributions versées en 2001 à l'égard des douze journées civiles entre le 20 décembre 2001 et le 31 décembre 2001.

## INFORMATIONS FINANCIÈRES SUPPLÉMENTAIRES *suite*

### Ventilation des impôts sur les distributions

Les distributions déclarées au cours du trimestre terminé le 30 juin 2004 ont été estimées de la façon suivante aux fins fiscales :

	2004
Revenus de dividendes	20,7 %
Revenus d'intérêts	70,0 %
Rendement du capital	9,3 %
Total des distributions de la période	100,0 %

### Autres statistiques

(en milliers, sauf les montants par part)	Période de trois mois terminée le 30 juin 2004	Période de trois mois terminée le 31 mars 2004	Période de trois mois terminée le 31 décembre 2003	Période de trois mois terminée le 30 septembre 2003	Période de trois mois terminée le 30 juin 2003
Fourchette des cours des parts (Symbole à la Bourse de Toronto : DHF.UN)					
Haut	19,34 \$	19,40 \$	17,50 \$	15,65 \$	15,20 \$
Bas	15,05 \$	16,71 \$	15,10 \$	14,52 \$	12,91 \$
Fermeture	18,00 \$	19,40 \$	17,45 \$	15,30 \$	15,00 \$
Volume quotidien moyen	93	92	67	99	82
Nombre de parts en circulation à la fin de la période	37 921	37 921	37 921	37 921	37 921
Capitalisation boursière à la fin de la période	682 574 \$	735 663 \$	661 718 \$	580 188 \$	568 812 \$

## FONDS DU REVENU DAVIS + HENDERSON

### ADMINISTRATEURS, FIDUCIAIRES ET MEMBRES DE LA DIRECTION

#### **Paul Damp** <sup>1) 2)</sup>

Président du conseil,  
administrateur et fiduciaire  
*Associé directeur*  
*Kestrel Capital*

#### **Allan Gotlieb** <sup>2)</sup>

Administrateur et fiduciaire  
*Président du conseil*  
*Sotheby's Canada*

#### **Brad Nullmeyer** <sup>1)</sup>

Administrateur et fiduciaire  
*Président et*  
*chef de la direction*  
*A&A Capital*

#### **Helen K. Sinclair** <sup>2)</sup>

Administratrice et fiduciaire  
*Chef de la direction*  
*BankWorks Trading Inc.*

#### **Gordon J. Feeney** <sup>1)</sup>

Administrateur et fiduciaire  
*Administrateur de sociétés*

#### **C. Sanford McFarlane**

Administrateur et membre  
de la direction  
*Cochef de la direction*  
*Société en commandite*  
*Davis + Henderson*

#### **Robert Cronin**

Administrateur et membre  
de la direction  
*Cochef de la direction*  
*Société en commandite*  
*Davis + Henderson*

#### **Catherine Martin**

Membre de la direction  
*Chef des opérations*  
*financières*  
*Société en commandite*  
*Davis + Henderson*

### ÉQUIPE DE DIRECTION

#### **C. Sanford McFarlane**

Cochef de la direction

#### **Robert Cronin**

Cochef de la direction

#### **Chad Alderson**

Vice-président et  
chef de la technologie

#### **Yves Denommé**

Vice-président,  
Exploitation

#### **Suzanne Mandrozou**

Vice-présidente,  
Ressources humaines

#### **Catherine Martin**

Chef des opérations  
financières

#### **Serge Rivest**

Vice-président,  
Ventes et marketing

#### **Joanne Sisco**

Vice-présidente,  
Services de données  
d'entreprise

### INFORMATION SUR LA SOCIÉTÉ

#### **Vérificateurs**

KPMG s.r.l.

#### **Agent des transferts**

Compagnie Trust CIBC  
Mellon

#### **Conseillers juridiques**

Torys s.r.l.

#### **Relations avec les investisseurs**

Catherine Martin  
416-696-7700  
Courriel :  
Catherine.martin@dhf.com

#### **Siège social**

Suite 201, 939 Eglinton  
Avenue East,  
Toronto, Ontario  
M4G 4H7

Téléphone : 416-696-7700  
Télécopieur : 416-696-9720  
Site Web :  
www.dhif.com

#### **Symbole à la Bourse de Toronto** DHF.UN

<sup>1)</sup> Membre du comité de vérification (dont le président est M. Gordon J. Feeney).

<sup>2)</sup> Membre du comité de la rémunération et de la régie d'entreprise (dont la présidente est M<sup>me</sup> Helen K. Sinclair).

**Fonds de revenu Davis + Henderson**

Suite 201, 939 Eglinton Avenue East  
Toronto (Ontario) M4G 4H7

Symbole à la Bourse de Toronto : DHF.UN  
Site Web : [www.dhif.com](http://www.dhif.com)

 **Davis + Henderson**  
Fonds de revenu